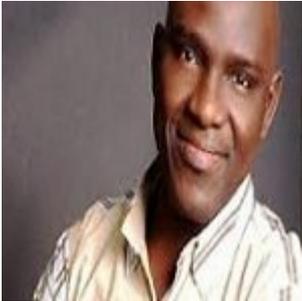


Intimidation de journalistes sous Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Tops et flops de la semaine.



L'approche choisie par l'opposition de dialoguer avec ceux que certains appellent les "frondeurs" c'est-à-dire qui contestent l'accord politique du 12 octobre 2016 dans son volet désignation des chefs de quartier au prorata des résultats des élections municipales.

L'opération du collectif des blogueurs de Guinée (ABLOGUI) pour dénoncer la dégradation du réseau routier à travers une campagne sur les réseaux sociaux #Montronsnosroutes.

La reconnaissance des compétences guinéennes mais à l'extérieur avec la nomination de Ousmane Doré au poste de

directeur général du Bureau régional de développement et de prestation de services pour l'Afrique centrale. Ministre de l'Économie, des Finances et de la Planification de Guinée en 2007.



Le Directeur Général de la police Bangaly Kourouma pour ses propos démagogiques « Tant qu'Alpha Condé est en vie, il sera le président de la Guinée. »

Aboubacar Sylla de l'UFC qualifiant Faya Millimono du BL de chef des **''frondeurs''** au sein de l'opposition républicaine.

Le préfet de Coyah, Ibrahima Barbosa Soumah attaqué par des hommes armés dans la nuit du 24 novembre 2016. Cela dénote le **climat d'insécurité dans le pays.**

La nouvelle méthode d'intimidation de journalistes sous Alpha Condé : la dernière en date, la menace d'arrestation du journaliste et responsable de médias **Lamine Guirassy.**

Le RPG regorge-t-il de compétences ?

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Provocateur voire offensant comme questionnement, rétorqueront sans doute les cadres et militants de ce parti politique. Reformulons alors la question : ***les compétences dont dispose ce parti participent-elles à la gouvernance actuelle ?***

En parcourant les CV des ministres et certains hauts fonctionnaires, on pourrait répondre par l'affirmatif. Mais le CV illustre des prérequis indispensables pour occuper une fonction donnée. Les compétences se matérialisent par les résultats. N'engageons pas une polémique sur la validité de certains CV assez *kilométriques* dont l'objectif est avant tout de convaincre le recruteur Alpha Condé, même si nous savons pertinemment que les critères subjectifs priment sur tous les autres. Donc OUI ! Des compétences "***annoncées***" participent à la gouvernance actuelle. Par ailleurs, certaines, *les vraies* seraient moins visibles. Elles feraient moins de bruit et elles seraient politiquement moins impliquées. Ces compétences dormiraient dans des directions sans importance, avec des fonctions de conseillers dont les conseils sont ignorés par des chefs hiérarchiques qui passent plus de temps à applaudir lors des assemblées hebdomadaires du parti que de réfléchir à des politiques de développement.

Alors, comment expliquer qu'un parti politique puisse gouverner sans ses véritables compétences ? Alpha Condé, le président, dénonce sans cesse le manque de compétences de ses

collaborateurs. Et en même temps, il prône le statu quo en faisant la promotion des mêmes collaborateurs. Cette attitude contribue à la banalisation des pratiques administratives. Et on se demande si le rôle d'un président est de dénoncer ou de corriger.

Le tout-politique retarde considérablement le développement de la Guinée. En attendant la fin de la récréation permanente, ceux qui applaudissent sont récompensés et ceux qui réfléchissent sont marginalisés. Et on se pose toujours la question : *le RPG regorge-t-il de compétences ?*

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

SCAN : « [] nous avons été gouvernés par des médiocres [] » Tierno Monénembo

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG (parti d'opposition)



« Dans un contexte marqué dans une volonté affirmée de toutes les parties d'aller à la décrispation, d'aller vers le respect des lois, d'aller vers le respect des droits des citoyens, c'est à ce moment que des extrémistes du pouvoir décident de venir procéder à l'arrestation de citoyens libres simplement parce qu'ils ont voulu adhérer à l'UFDG ou qu'ils ont adhéré à l'UFDG »

« Vous voyez que notre combat est loin d'atteindre ses objectifs parce que tant que ces pratiques subsistent dans notre pays on ne peut pas s'entendre. Tant qu'il n'y a pas de justice, tant qu'il n'y a pas le respect des droits des citoyens, de leurs libertés fondamentales on ne peut pas parler de paix. Et l'UFDG ne se laissera pas faire. »

©[Guinéenews](#)

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition



« A partir du moment où on a des partenaires avec lesquels on estime qu'on n'a plus les mêmes objectifs, le minimum, c'est de se séparer. »

« L'opposition républicaine va se séparer d'eux. En tout cas, je crois qu'il y a ce besoin de clarification. » ©[Vision Guinée](#)

Tierno Monémbo, romancier guinéen, prix Renaudot 2008



« Au cours de ces cinquante années d'enfer, nous avons été gouvernés par des médiocres. L'actuel président est peut-être le pire de tous. C'est un homme qui divise les Guinéens à l'excès. » « Et puisque les hommes politiques africains n'ont aucune pitié pour la population, j'ai décidé que je n'aurai aucune pitié pour eux. » ©[RFI](#)

Mohamed Lamine Doumbouya, Ministre du budget



Sur la dette intérieure du pays « Le dernier rapport qui est sorti évalue la dette à près de deux mille milliards GNF. C'est une dette qui ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte depuis les années ''86-87''. La particularité de ces dettes est qu'il y a beaucoup d'entre elles qui ne sont pas sincères. Beaucoup disent que l'Etat leur doit sur la base des réalisations, mais on ne voit pas ces réalisations. Et comme on n'avait pas d'archives en ce moment, c'est difficile. Mais avec l'AFD (Agence Française de Développement, Ndlr) il y a un audit qui a été fait sur la proportion de cette dette. On est en train de voir comment on peut libérer cette dette. »

©[Africaguinee](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

La société civile dénonce la politisation du conseil de quartiers

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



L'accord du 12 octobre 2016 ne cesse de susciter des interrogations et des oppositions.

Après le *front national de défense des droits des citoyens* une plateforme des partis politiques et des activistes de la société civile, qui s'insurge contre cette disposition de l'accord qui mentionne la désignation des membres de conseils de quartiers et de districts lors des élections communales et communautaires de 2017, le Conseil national des organisations de la société civile pour la démocratie et le développement de la Guinée (CNOSC-DDG) président par Salmana Diallo dénonce à son tour cette volonté de politisation des quartiers et districts. Pour cet activiste de la société civile, favorable au couplage de ces élections, compte intensifier les plaidoyers auprès des acteurs notamment des députés qui doivent se prononcer sur ces dispositions de l'accord.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

Un colonel de l'armée guinéenne inculpé pour "coups

et blessures, vols, pillages et incendies”

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Ex-membre de la junte militaire au pouvoir en 2009, Colonel Issa Camara vient d’être inculpé le mercredi 16 novembre 2016 par la justice militaire pour “coups et blessures, vols, pillages et incendies” dans la ville de Mali Yimbering (Moyenne Guinée) au mois de juin 2016.

Une altercation entre ce colonel et un chauffeur de camion avait conduit à un soulèvement populaire. S’en est suivi la répression des militaires qui a causé des destructions de biens, des blessés graves (y compris par balle) et des pillages.

Cinq mois après les faits, les organisations de défense des droits de l’homme n’ont cessé de dénoncer la lenteur de l’appareil judiciaire militaire. Inculpés et désarmés, Colonel Issa Camara et son groupe sont interdits de quitter la capitale.

Soulagées mais sceptiques, les victimes espèrent que la justice ira jusqu’au bout de la procédure.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

La Guinée à la recherche d'une police d'assurance pays

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



L'essentiel du conseil des ministres du 10 Novembre 2016.

Alpha Condé



En prévision du prochain séjour en Guinée d'une mission de la *banque Islamique de Développement*, le Président de la République

Instruit la Ministre des Travaux publics de prendre toutes les dispositions pour les travaux d'évaluation des projets routiers financés par cette institution.

Insiste pour que les études initiales et/ou actualisées des voiries de Conakry et de l'axe Coyah-Dabola soient disponibles avant l'arrivée de la mission.

Demande au Gouvernement de tirer les leçons du dernier

pèlerinage à la Mecque afin de prendre toutes les mesures correctives pour le prochain pèlerinage. Un rapport sans concession sur tous les dysfonctionnements constatés devra lui être soumis dans les meilleurs délais.

Instruit le Gouvernement de prendre les dispositions utiles à la mise en place d'une Centrale d'achat de biens et services pour le compte de l'administration publique. Cette mesure est destinée à mutualiser et optimiser les commandes de l'Etat afin d'obtenir les coûts les plus compétitifs et une meilleure cohérence de la commande publique.

Rappelle au Gouvernement l'objectif d'évaluer les comptes de la nation d'ici la fin de l'année.

Pour la session du jeudi 27 octobre 2016

Le Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire sur le projet de Décret portant modalités de collecte et d'affectation des ressources pour le financement du logement social.

Pour la session du mercredi 02 novembre 2016

Le Ministre du Budget sur un nouveau mécanisme de couverture des risques à l'investissement en Guinée.

Perception négative du « risque pays »

Le Ministre a souligné, par ailleurs, que les investissements directs étrangers se heurtent en Guinée à la perception négative du « risque pays » pour l'extérieur, ce qui a conduit les investisseurs potentiels à solliciter des garanties souveraines afin de se prémunir contre ce risque.

Cette situation qui a entraîné le refus de l'Etat de continuer à fournir de telles garanties, pénalise la reprise économique amorcée depuis la fin de la maladie à virus hémorragique Ebola, car l'économie nationale a besoin d'un élan soutenu d'investissement.

Souscription d'une police d'assurance pays auprès de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA)

Le Ministre a invité le Conseil à explorer la possibilité de la couverture du risque pays par la souscription d'une police d'assurance pays auprès de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA), une organisation multilatérale spécialisée dans la couverture des risques politiques et de crédit commercial en Afrique. Créée par des États africains avec le soutien financier et technique du Groupe de la Banque mondiale, l'ACA existe depuis 2001.

La Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance sur l'Organisation du Forum Régional du Réseau des Femmes Anciennes Ministres et Parlementaires, au mois de novembre 2016 à Conakry.

Pour la session du mardi 08 novembre 2016

La Ministre du Plan et de la Coopération Internationale sur le processus d'élaboration du *Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020*.

Le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, sur le processus du *dialogue politique Inter-Guinéen*. Durant le dialogue, les points d'attention ont porté principalement sur :

- L'Audit du fichier électoral ;
- La révision de la loi 016, portant création, composition et fonctionnement de la CENI ;
- Les élections communales ;
- Les indemnisations des victimes des violences des manifestations relatives aux élections législatives de 2013.

Les avancées en termes d'accords enregistrés lors du dialogue sont :

- *Maintenir l'état actuel du Fichier Electoral pour son utilisation lors des prochaines élections locales ;*
- *Pour les élections nationales, réaliser un Audit complet du fichier électoral sur la base d'un appel d'offres international, afin de formuler des recommandations permettant d'assainir davantage le fichier et le rendre plus performant et consensuel ;*
- *Le découplage des élections des Communes Urbaines et Communes Rurales et son report au courant du mois de février 2017.*
- *La recommandation que les élections des Conseils de districts et de quartiers s'opèrent sur un mode de représentation au prorata des résultats obtenus dans les entités de base par les listes de candidatures aux élections communales.*

Ministre de la Jeunesse, a soumis en 2^{ème} lecture l'Examen du projet de Décret fixant les conditions de création, d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des Centres d'Accueil de Collectifs d'Enfants et de Jeunes.

[Extrait du compte rendu du conseil des ministres](#)

Transmis par la Cellule de Communication du Gouvernement

Une rubrique consacrée à la simplification du compte rendu de conseil des ministres. Faire ressortir les éléments essentiels qui peuvent être des repères importants pour suivre la mise en œuvre des décisions gouvernementales.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

SCAN : « Notre défaut est que nous ne réfléchissons pas. Nous attendons que le FMI le fasse à notre place [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Alpha Condé, président de la Guinée

« Notre grand défaut, nous avons peur de nous endetter. Mais malheureusement, s'endetter pour les dépenses de fonctionnements est totalement inopérant et même dangereux. Cependant, s'endetter pour les dépenses d'investissement, c'est ce qui peut faire avancer le pays. Nous avons été en Chine. Elle a annulé la dette que nous avons contractée. Cette dette n'était pas énorme. Imaginez, si on s'était beaucoup endetté, la Chine allait annuler aussi. » ©[Guinée news](#)

« Notre défaut est que nous ne réfléchissons pas. Nous attendons que le Fonds Monétaire International le fasse à notre place alors que, c'est nous qui devons réfléchir et aller vers le FMI. Si c'est à eux de réfléchir à notre place, finalement on ne pourrait pas faire avancer le pays. Mais le Guinéen manque le courage économique et politique. Donc, il ne peut pas se prendre en charge pour dire voilà ce que nous voulons et convaincre les autres en disant que c'est ça qui est bien pour la Guinée. Quelqu'un ne peut pas dire ce qui est bien pour la Guinée. Ce sont les Guinéens qui pourront définir ce qui est bien pour la Guinée. Si nous ne faisons pas un bon diagnostic, nous ne pourrions pas mobiliser les ressources internes. Il est nécessaire de faire de bons diagnostics ; cela veut dire qu'il faut avoir le courage de mettre le couteau dans la plaie. » ©[GuinéeNews](#)

« Une des tares de la Guinée, c'est encore la sédentarisation des cadres. Il y a des cadres au ministère de l'Economie qui sont sur place depuis 20 ans. Alors, comment voulez-vous qu'on avance avec un cadre qui a fait vingt ans ? Il a traversé tous les régimes et tous les systèmes de corruption...Comment ces gens puissent apporter le changement ? C'est le manque de courage des ministres de demander qu'on change ces gens parce qu'ils ont peur que telle ethnie dira on a enlevé mon frère et telle autre dira mon cousin, etc. Donc, face à cela, ils ont peur qu'on fasse des réformes. D'ailleurs, c'est ce qui fait aujourd'hui que ces gens ont toutes les mauvaises habitudes. Pourtant, la Guinée a une population jeune, il y a des jeunes cadres brillants qui peuvent complètement changer lorsqu'ils sont introduits dans le gouvernement. » ©[GuinéeNews](#)

Pour le chef de l'Etat, mobiliser des financements privés va de paire avec la création d'un environnement propice aux affaires : « Malheureusement, notre ministère des Finances n'est pas organisé dans ce sens. Pendant que les autres cherchent à attirer les investisseurs, nous, nous avons créé ce que nous appelons ticket d'entrer. Comment voulez-vous

attirer les gens si vous leur demandez déjà de payer quelque chose ? » ©[Guinée Matin](#)



Mohamed Ibn Chambas, le Représentant Spécial du Secrétaire Général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (UNOWAS)

« J'encourage par ailleurs les acteurs politiques guinéens à mettre intégralement en œuvre l'Accord ainsi trouvé, dans l'intérêt supérieur des Guinéennes, des Guinéens et de la Guinée » ©[Guineeconakry](#)



Ousmane Gaoual Diallo, député de l'UFDG (parti d'opposition)

« Notre pays est en proie à la corruption, au banditisme et aux mafieux » ©[Vision Guinée](#)

Fodé Bangoura, président du parti de l'unité et du progrès (PUP)



« Je vous invite à lire le livre, *Albanie d'Afrique ou néo-colonie américaine?* [[L'ouvrage publié par Alpha Condé en 1972](#) ndlr]. Ce livre a été édité en 1972. Tout ce qu'Alpha Condé a dénoncé, c'est ce qu'il est en train de faire aujourd'hui. »

©[GuinéeNews](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

@Ablogui dénonce l'état des routes en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Solidarité



ABLOGUI @ablogui - 1 min

SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE "SSI-GUINEE 2016" DU 12 NOV AU 20. cc @SSI_Guinee #SsiGuinee2016 #Kibaro

**SOYONS LES ACTEURS
D'UN MONDE MEILLEUR !**

Infrastructures routières

 Boubbah et 5 autres ont retweeté



ABLOGUI @ablogui - 9 nov.

Nous lancerons l'alerte sur l'état des routes en #Guinée à partir du 21 Nov avec le hashtag #MontronsNosRoutes. Rejoignez-nous ! #Kibaro



LE 21 NOVEMBRE 2016,

**L'ASSOCIATION DES BLOGUEURS DE GUINÉE
(ABLOGUI)** entamera une campagne de

dénonciation de l'état des routes en Guinée.

Il s'agira de publier l'image (photos ou vidéos)
des routes sur les réseaux sociaux en utilisant
le hashtag

RTG



Corruption

fatim tall et 2 autres ont retweeté



Mediapart @mediapart · 10 nov.

Guinée: au cœur de la corruption, un pilier du capitalisme français. Révélations mdpt.fr/2eLNRxu #RioTinto

3 42 21

Fabrice Arfi et 1 autre ont retweeté



Dan Israel @dan_mdpt · 9 nov.

Chez @mediapart, ce n'est pas parce qu'on se désole pour Trump qu'on arrête les scoops #Guinée #RioTinto #corruption mediapart.fr/journal/econom...

3 46 33

**SCAN : « [] L'Afrique doit
cesser de se plaindre [] »
Lansana Kouyaté**

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Alpha Condé, président de la Guinée

« Tout le monde parle de punir, mais dès qu'il s'agit de quelqu'un qui est proche, on fait se lève, on mobilise ses parents, son ethnie. Or, si l'on veut qu'il n'y ait pas d'impunité, il faut accepter que même votre propre frère soit puni lorsqu'il a commis des fautes. » ©[Vision Guinee](#)

Aliou Condé, secrétaire général de l'UFDG (parti d'opposition)



« Il n'y a pas de zones réservées à un parti. Chacun est libre de se présenter sur n'importe quelle portion du territoire national. » ©[Vision Guinee](#)

Lansana Kouyaté, président du PEDN (parti d'opposition)



« Pourquoi nous Africains devons-nous considérer comme un pauvre continent dont les autres doivent être au chevet à tout instant. L'Afrique doit cesser de se plaindre. Elle ne doit espérer aucune commisération des autres. Faisons notre devoir domestique, les investisseurs viendront. Je rappelle qu'il y a déjà trop de sommet sur l'Afrique où des montants faramineux sont annoncés sans aucune chance d'être libérés même à 30%. »
©[Africaguinee](#)

Fodé Oussou Fofana, vice-président de



l'UFDG (parti d'opposition)

« Depuis que Monsieur Alpha Condé est arrivé au pouvoir on a entendu combien de discours de ce genre ? Je pense qu'à un moment il va falloir qu'il reconnaisse lui-même sa mauvaise gouvernance. Il parle de corruption, de l'impunité, il dénonce même la gestion de son Gouvernement, mais il oublie que c'est lui qui est aux commandes. » ©[Africaguinee](#)

Fatou Baldé Yansané, 1ère vice-présidente chargée des questions politiques du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)



« Nous avons fait une déclaration dénonçant cette disposition des accords et, nous avons cherché à communiquer avec nos démembrés pour recueillir leurs avis sur les 8 conseils régionaux, nous avons reçu l'aval de 7 pour signer l'accord sous réserve d'amendement de la clause concernant la désignation des chefs de quartiers. Donc, nous ne sommes pas en train de cautionner une violation de la loi, ou une privation des citoyens de leurs droits, mais nous avons voulu accompagner la volonté des acteurs politiques d'aller à l'apaisement. Nous restons donc, dans cette position pour maintenant nous impliquer dans une dynamique de plaidoyer, de lobbying et, tout ce qui est légal et autorisé pour que cette

disposition soit purement et simplement annulée et que les dirigeants à la base soient élus comme cela est prévu par la loi. » ©[Guineeactu](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Ibn Chambas chez Cellou Dalein Diallo pour parler des accords politiques du 12 octobre 2016

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Le représentant du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas a été reçu le mercredi 9 novembre 2016 par le chef de file de l'opposition guinéenne Cellou Dalein Diallo.



*Chambas et
Dalein. Crédit
photo
visionguinee.info*

L'entretien a porté sur l'évolution du dialogue politique qui a abouti à la signature d'un accord politique. Le diplomate onusien est venu s'enquérir de l'évolution des concertations entre les acteurs politiques nationaux et salué cette nouvelle dynamique tout en réaffirmant la volonté des Nations unies d'accompagner ce processus. Ibn Chambas compte rencontré d'autres acteurs politiques afin d'échanger sur l'accord politique du 12 octobre 2016 et suivre de près son mise en œuvre.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

SCAN : « L'exemple doit venir

d'en haut [] Personne ne respecte les biens publics [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Alpha Condé, président de la Guinée

Sur la citoyenneté « L'exemple doit venir d'en haut. Si les responsables politiques et économiques ont un comportement citoyen, cela rejaillira au sein du peuple afin que chacun adopte un bon comportement citoyen. Personne ne respecte les biens publics. On jette les ordures dans les rues, l'occupation sauvage des terrains [...]. Le mauvais exemple vient d'en haut. Le gouvernement va désormais s'atteler à un changement effectif commençant par les membres du gouvernement, eux-mêmes, qui doivent montrer l'exemple du civisme. Cela est valable aussi pour la classe politique.»

©[GuinéeNews](#)

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et

porte parole de l'opposition



« Il y a des personnes relevant des partis politiques et des ONG qui sont en manque de notoriété mais, qui profitent de l'opportunité pour se faire connaître en passant dans les médias. C'est de la surenchère. Il y a eu beaucoup de tintamarre au tour de cet accord politique de la part de certaines personnes mal informées ou encore mal intentionnées qui cherchent à désinformer expressément les guinéens et faire en sorte que cet accord politique ne puisse pas être mis en œuvre. Le débat va être au niveau de l'Assemblée nationale et ce sont des parties prenantes au dialogue qui s'y retrouvent. Alors, puisqu'il s'agit d'une loi organique pour amender le code électoral, on a besoin des 2/3 des députés. C'est-à-dire 76 députés. Tenez-vous bien, rien que les deux groupes parlementaires l'UFDG et le RPG-Arc-en-ciel font déjà 90 députés sans compter leurs alliés respectifs. Je pense que ceux qui se battent que cette disposition ne soit pas entérinée par l'Assemblée nationale, je ne dirais pas qu'ils prêchent dans le désert mais, c'est un combat d'arrière garde ».

© [Guinéenews](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] je souhaite que la politique aille même dans les familles [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition



« Je ne comprends pas pourquoi des leaders politiques sont opposés à ce que la politique aille dans les quartiers. En tant que leader politique, je souhaite que la politique aille même dans les familles, que la vision de la Guinée soit partagée par les membres de la famille ».

« Le vrai débat n'est pas de savoir comment on nomme ou élit les chefs de quartier et district. La question est de savoir si les quartiers et districts vont être transformés en véritables collectivités pour être dotés de programmes de développement des moyens et des compétences. Parce que pour le moment, ce n'est pas le cas. Les quartiers et districts ne sont que de simples entités administratives ». © [Vision Guinee](#)

Bah Oury, vice-président exclu de l'UFDG (parti d'opposition)



« Mouctar Diallo, le président des NFD a le droit de se porter candidat pour être le maire de Ratoma. C'est son droit le plus absolu et reconnu par le code électoral ». © [Vision Guinee](#)

Alpha Condé, président de la Guinée ✖

« Vous savez, en Guinée, notre passé est très lourd. Nous avons besoin de nous réconcilier. Avec l'opposition, nous nous sommes mis d'accord pour que la gestion du pays et les rapports politiques soient civilisés. Il est important aussi qu'on développe l'esprit civique. Parce que nous n'enseignons pas le civisme, il est important que l'esprit civique se développe pour qu'il y ait moins d'anarchie dans le pays et que les gens respectent la loi ». © [ledjely.com](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

La citoyenneté questionnée par les twittos guinéens

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Citoyenneté



Une semaine de la citoyenneté en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Tops et flops de la semaine.



Khalifa Gassama Diaby le ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté à travers **l'initiative de la semaine de la citoyenneté.**



Une journaliste qui l'interrogeait en anglais Alpha Condé répond « **Moi je parle français hein (...)** » [Lien vidéo](#)

Le Gouvernement pour **l'amateurisme/affairisme dans l'organisation du Hadj 2016** où certains fidèles musulmans ne sont toujours pas en possession de leurs bagages qui seraient encore bloqués en Arabie Saoudite.

SCAN : « Les auteurs et commanditaires des violences politiques vont être face aux faits, l'indemnisation des victimes va être réalisée [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Aboubacar Sylla, président du parti UFC (parti d'opposition) et porte-parole de l'opposition au sorti d'une réunion au ministère de l'administration sur les accords du 12 octobre 2016



« L'application de ces accords va permettre à notre pays de faire une avancée significative en matière d'élections. Cela nous permettra d'aller à une élection qui ne sera pas désormais une source de violence et d'améliorer la gouvernance du pays ».

«Les auteurs et commanditaires des violences politiques vont être face aux faits, l'indemnisation des victimes va être réalisée. Et d'autre part, l'administration sera neutre dans

notre pays. Ce qui sera totalement nouveau, notamment, sur l'accès libre et équitable des médias du service public ».

©[Vision Guinee](#)

Dansa Kourouma, président du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSC-G)



«Au lieu d'aller crier dans les médias, nous allons faire des propositions concrètes. Parce que la loi nous permet de saisir les institutions compétentes pour que les préoccupations des citoyens soient prises en compte nonobstant tout intérêt politique parce que ce n'est pas ce qui nous intéresse ».

©[Guinée news](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] il me paraît dangereux de dire que le parti majoritaire en Haute-

Guinée doit désigner les chefs de quartier et les chefs de district dans cette région [] » Sékou Kouréissy Condé

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Sékou Kouréissy Condé, ancien ministre et secrétaire exécutif de l'ONG African Crisis Group 

« Aujourd'hui, voir la configuration sociopolitique de notre pays, il me paraît dangereux de dire que le parti majoritaire en Haute-Guinée doit désigner les chefs de quartier et les chefs de district dans cette région. Ainsi que pour le parti majoritaire en Moyenne-Guinée de désigner les chefs de proximité en Moyenne Guinée et que les partis majoritaires en Basse-Guinée et en Guinée-Forestière doivent faire autant. Qu'on se dise la vérité, dans le contexte guinéen, il me semble difficile que l'UFDG puisse désigner les chefs de quartier à Kouroussa, Siguiri, Kérouané, Kankan et Mandiana tout comme, le RPG puisse désigner les chefs de quartier et des districts à Labé, Mali, Pita et Dalaba quand bien même, les dernières élections présidentielles ont montré une évolution des partis politiques quand à la recomposition de l'électorat sur l'étendu du territoire. Donc, la question est

très complexe, l'Etat doit prendre ses responsabilités » © [GuinéeNews](#)

Madifing Diané, ancien ministre de la Sécurité



« Nous n'aurons jamais une démocratie aussi populaire que celle qu'a engendrée le PDG-RDA »

© [Vision Guinée](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Le mouvement “Listes citoyennes” encourage les candidatures indépendantes

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Tops et flops de la semaine



Listes Citoyennes, une plateforme apolitique qui compte soutenir et encourager les candidatures indépendantes pendant les élections communales de 2017.

Le front national de défense des droits des citoyens, une plateforme de partis politiques et des activistes de la société civile pour dénoncer le projet de violation de la loi à travers les accords politiques du 12 octobre 2016.



L'État guinéen, pour la forte dégradation du réseau routier, la reprise des délestages dans le cadre de la desserte en électricité dans la capitale mais aussi l'indifférence du gouvernement face à la crise migratoire qui endeuille des familles guinéennes.

La RTG et la survivance des éditos assez démagogiques du journaliste narrateur de la radiotélévision guinéenne (RTG) Louis Auguste le Roi sur l'armée.

La citoyenneté, au-delà du slogan

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Immigration



Guinée Buzz @GuineeBuzz · 31 oct.

Donnons leur : 1 raison de comprendre que là-bas n'est pas la solution, 1 raison de comprendre qu'ici surtout reside l'espoir #RIP #Naufragés



Citoyenneté

 Boubbah et 1 autre ont retweeté

 **Dieretou Diallo** @dieretou · 31 oct.
La semaine de la citoyenneté en **Guinée** est l'occasion pour nous de nous remettre en question et de réfléchir à de meilleures attitudes (1)

 3  21  23 

 **Kalil Diakité**  @Rebelhumble · 1 nov.
Le **#GuineenModele** respecte ces principes de la citoyenneté. **#Kibaro**

 **Ibrahima Kalil Diakite** 
5 min · 

Le respect de ses concitoyens, des lois de la république, des édifices publics;
l'accomplissement de ses devoirs et la solidarité sont les principes de la citoyenneté.
Soyons de bons citoyens en acceptant ces principes, soyons **#GuineenModele**. **#Kibaro**



  14  8 

 www-GUINEEE360-com et 1 autre ont retweeté



Abdrahmane Diallo @Dermame_26 · 29 oct.

Produire ce que nous mangeons est un acte de [#souveraineté](#), manger ce que nous produisons est un acte de [#civisme](#).

[#Guinée](#) 🇬🇳 [#Afrique](#)



 99

 108



 Boubbah et 4 autres ont retweeté



Sally Bilaly Sow™ @sbskalan · 22 h

Un [#GuineenModele](#) doit être capable de demander des comptes à son gouvernement mais en amont, il faudrait qu'il soit un bon modèle.



 13

 5



 sega diallo et 6 autres ont retweeté



Alfa Diallo @alfahimaya · 22 h

"Les partis politiques participent à la destruction de l'idéal de citoyenneté dans notre pays" Gassama Diaby. [#GuineenModele](#)



 16

 7



 Alfa Diallo et 4 autres ont retweeté



Karim Bangoura @AKarim_Bangoura · 23 h

La citoyenneté ne doit pas être un slogan mais un comportement de tous les jours [#GuineenModele](#)



Mohamed Doumbouya @meddoug · 33 min

Nous participons à la présentation de l'avant-projet du doc. portant sur le plan national de dév. écon. et social 2016-2020 [#MB](#) [@GouvGN](#)



sega diallo @segadiallo · 31 min

[@meddoug](#) [@GouvGN](#) voila la un autre travail pour le tiroir. Ousmane kaba avait déjà fait un truc horizon 2020.



Développement

SCAN : « Notre pays est malade de l'incivisme et la responsabilité est collective » Khalifa Gassama DIABY

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016



Khalifa Gassama DIABY
ministre de l'unité
nationale et de la
citoyenneté lors du
lancement de la semaine de
la citoyenneté



« Il n'y a pas de paix sans société civile, qui exige des individus et des groupes d'avoir des comportements responsables et conformes aux lois et aux règles sociales justes et dignes. Il n'y a pas de démocratie sans citoyens responsables et libres, qui donnent tout son sens à toutes nos institutions et à toute leur légitimité. Il n'y a pas non plus de développement sans État effectif, lequel État ne saurait exister sans citoyens véritables».

«Notre pays est malade de l'incivisme et la responsabilité est collective » ©[GuinéeNews](#)

« L'Etat en abandonnant le terrain de la citoyenneté et du

civisme, c'est comme si son existence ne pouvait avoir de sens et de légitimité sans citoyens libres et égaux. Et de cette réalité douloureuse, il pose et entretient les bases de sa propre impuissance » ©[Guinée Matin](#)

Kory Kondiano président de l'Assemblée Nationale



« Le peuple dit que nous ne travaillons pas. Si nous ne travaillons pas, c'est parce que les ministres ne se présentent pas et ils nous mettent en chômage»

«Allez dire au peuple que nous sommes disposés à travailler, mais les ministres ne nous donnent pas le travail».

©[guineetime](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen [] » Alpha Condé

écrit par [GuineePolitique](#)© | 26 novembre 2016



Alpha Condé président de la Guinée lors d'une visite à Beijing en Chine.

« La Guinée est en retard premièrement à cause des comportements ethnocentriques. Deuxièmement, le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen. Troisièmement, c'est le mensonge. Les guinéens, plus le mensonge est gros, plus ils y croient »
©[Vision Guinee](#)

**Ousmane Gaoual Diallo
député du parti UFDG
(parti d'opposition)
dans l'émission Œil de
lynx.**



« Allez annoncer de grands contrats, marchés et que des grandes entreprises qui vont venir, c'est ce que nous faisons depuis 5 ans. A chaque fois qu'Alpha Condé sort de la Guinée, il remporte de grands contrats, il a de l'argent, mais on ne voit rien en Guinée » ©[Vision Guinee](#)

Faya Millimono
président du Bloc
Libéral (parti
d'opposition) dans
l'émission Œil du Lynx



« Aujourd'hui, il n'y a pas une seule plateforme qui ne soit pas d'accord que ces accords politiques sont entrain d'aller vers une accentuation du viol de la loi. Lorsque les Guinéens vont signer en masse la pétition, nous parviendrons à convaincre un nombre de 40 députés. Nous avons déjà autour de 15 députés qui sont convaincus, qui vont s'opposer au vote d'une loi qui prendra le point II de ces accords ». ©[Guinée Matin](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo